

# CONTRAT TERRITORIAL

## CONTRAT LOCAL

### ENTRE

le Conseil départemental de la Haute-Marne représenté par son président, Monsieur Nicolas LACROIX, dûment habilité par délibération de la commission permanente du XXXXXXXXXXXX,

ci-après désigné « le Département »

d'une part,

### ET

la communauté de communes / commune de XXXXXXXXXXXX représentée par son président / maire, XXXXXXXXXXXX, dûment habilité à l'effet de signer le présent contrat,

ci-après désigné « le bénéficiaire »

d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil départemental du 15 mars 2019 approuvant les nouvelles modalités d'intervention financière du Conseil départemental auprès des communes et des EPCI à fiscalité propre de la Haute-Marne,

Considérant le programme pluriannuel d'investissement formulé par la communauté de communes / commune de XXXXXXXXXXXX en date du XXXXXXXXXXXX.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### Préambule

Dans le prolongement de la loi NOTRe, qui consacre le principe de solidarité territoriale pour les départements, le Conseil départemental s'est réuni les 29 et 30 mars 2018 pour faire un bilan de mi-mandat et définir de nouveaux axes stratégiques pour la collectivité.

En 2018, la IV<sup>e</sup> commission du Conseil départemental (commission en charge des partenariats avec les collectivités territoriales) a élaboré, avec l'appui d'un cabinet conseil, de nouvelles modalités d'intervention qui ont été approuvées par l'assemblée départementale le 15 mars 2019, en s'appuyant sur :

#### Cinq enjeux :

- donner du sens et de la cohérence au dispositif,
- construire un dispositif d'aide transparent et lisible,
- sécuriser financièrement les bénéficiaires dans une temporalité précise,
- affirmer les politiques et priorités départementales,
- renforcer les liens et les partenariats entre le Département et les collectivités locales.

### Sept principes pour parvenir à répondre aux enjeux :

- un fonds, une strate ou une thématique associée auquel s'adosse un règlement,
- la simplicité du dispositif,
- le respect des règlements (pas de dérogation systématique),
- permettre une pluriannualité des aides,
- le ciblage des interventions associées à des bonifications,
- accompagner les territoires et diversifier les formes d'échanges,
- renforcer la communication.

Sur la période 2019-2021, la contractualisation pluriannuelle est désormais possible, avec une approche territoriale à deux entrées :

- une **contractualisation territoriale** avec chacun des huit EPCI (établissement public de coopération intercommunale) à fiscalité propre de la Haute-Marne et la ville centre de l'intercommunalité : Chaumont, Saint-Dizier et Langres,
- une **contractualisation locale** avec chacun des bourgs-centres des huit autres bassins de vie : Bourbonne-les-Bains, Chalindrey, Fayl-Billot, Joinville, Nogent, La Porte du Der, Val-de-Meuse et Wassy.

La contractualisation devra porter sur une ou plusieurs des thématiques suivantes :

- aménagement & urbanisme,
- culture,
- éducation & formation,
- environnement & espaces naturels sensibles,
- matériel,
- santé & vieillissement,
- sports & loisirs,
- tourisme,
- voirie,
- multithématique,
- thématique spécifique.

Les opérations subventionnées doivent s'inscrire dans une approche globale et viser un projet structuré de territoire de la collectivité bénéficiaire.

La contractualisation doit permettre au bénéficiaire d'optimiser le financement de son projet de territoire, en ciblant plus précisément des projets dits structurants (qui ont un effet multiplicateur sur l'activité du territoire).

Dès lors, un mécanisme de plancher de subvention devra être respecté, pour éviter le saupoudrage sur des projets multiples avec peu de retombées directes. Dans le respect des règles de financement public, un projet ne pourra bénéficier d'une subvention inférieure à :

- 50 000 € pour une dépense éligible qui ne peut être inférieure à 350 000 € HT en ce qui concerne les contrats territoriaux,
- 20 000 € pour une dépense éligible qui ne peut être inférieure à 100 000 € HT en ce qui concerne les contrats locaux.

En raison du caractère technique des opérations relatives à l'environnement, celles-ci relèvent du fonds départemental pour l'environnement (FDE). Elles sont donc incluses dans l'enveloppe financière de ce fonds et feront l'objet d'un traitement particulier, conformément aux règlements du FDE.

## ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de définir les modalités selon lesquelles le Département accorde une subvention au bénéficiaire, afin de contribuer au financement des opérations suivantes dont le détail figure dans chacune des annexes techniques et financières au présent contrat :

- OPÉRATION 1 « INTITULÉ »
- OPÉRATION 2 « INTITULÉ »
- OPÉRATION 3 « INTITULÉ »...

## ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser les opérations listées à l'article 1 et décrites dans chaque annexe technique et financière du présent contrat, conformément au calendrier établi conjointement entre le Département et le bénéficiaire.

En cas de modification substantielle des opérations prévues à l'article 1, le bénéficiaire en informe sans délai le Département afin de réajuster les modalités d'intervention, dans le cadre d'un avenant spécifique.

## ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Par le présent contrat, le Département s'engage à attribuer au bénéficiaire, qui l'accepte, une subvention totale de **XXXXX €**, selon la décomposition figurant ci-dessous. Cette subvention comprend une part fixe de XXXXX € et une part complémentaire de XXXXX € versée selon les modalités ci-après. Ces sommes sont imputables sur le budget du Département, chapitre 204 - imputation budgétaire 204142//74.

Le montant susvisé a été déterminé en application des principes exposés ci-après :

N°	Opération d'investissement	Montant de la dépense éligible HT	Taux	Montant de la subvention			Montant prévisionnel de l'opération HT au titre du FDE
				totale	dont part fixe	dont part complémentaire	
1							
2							
3							
4							
5							
...							
...							
...							
TOTAL							

## ARTICLE 4 – VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Pour chaque opération énoncée à l'article 1, un premier versement, prélevé sur la part complémentaire, sera mandaté sur production des ordres de service, au prorata des dépenses engagées, et sur la base du taux applicable à ladite opération. Les opérations qui n'ont pas été engagées avant le 31 décembre 2021 (ordres de services non transmis au Conseil départemental avant cette date) ne pourront bénéficier d'un quelconque financement du Département.

Les autres paiements, prélevés sur la part fixe, interviendront sur production d'un état récapitulatif des dépenses accompagné des factures acquittées relatives aux investissements réalisés, visées par le comptable public, avant le 31 décembre 2023. Passé ce délai, l'ensemble des opérations non terminées seront considérées comme étant soldées.

Dans le cas où le coût des dépenses éligibles est inférieur au montant indiqué à l'article 3, le taux de subvention est appliqué sur le montant réel des dépenses. Dans le cas où le montant final des dépenses éligibles est supérieur au montant prévu, la subvention départementale sera plafonnée au montant indiqué à l'article 3.

Les investissements peuvent être engagés par le bénéficiaire, maître d'ouvrage, dès notification de la décision de subvention ou par anticipation avec l'autorisation expresse du Conseil départemental.

Les justificatifs des versements prévus au présent contrat seront transmis par le bénéficiaire à :

Monsieur le Président du Conseil départemental de la Haute-Marne  
Direction de l'aménagement du territoire  
1 rue du Commandant Hugueny  
CS 62127  
52905 CHAUMONT Cedex 9

Le versement de l'aide sera effectué au compte ouvert au nom du bénéficiaire :

*(à compléter par le bénéficiaire et joindre obligatoirement un RIB)*

BANQUE	CODE BANQUE	CODE GUICHET	NUMERO DE COMPTE	CLÉ RIB
DOMICILIATION	IBAN		BIC	

Le bénéficiaire s'engage à supporter la charge de tous les frais, impôts et contributions, de quelque nature qu'ils soient, que le présent contrat serait susceptible de générer, afin que le Département ne puisse en aucun cas être mis en cause à cet égard.

## ARTICLE 5 – DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à compter de la date de sa notification et s'achève au 31 décembre 2023.

Toute modification du présent contrat, excepté sa durée, devra faire l'objet d'un avenant signé des deux parties.

## ARTICLE 6 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par le bénéficiaire de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions précitées implique la restitution des subventions versées par le Département.

## **ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige entre les parties et relatif à l'exécution du présent contrat, celles-ci s'engagent à le résoudre à l'amiable, préalablement à la saisine du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne qui sera alors seul compétent pour en connaître.

## **ARTICLE 8 – DIFFUSION DU CONTRAT**

Le présent contrat est établi en deux exemplaires originaux destinés aux parties signataires.

## **ARTICLE 9 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

- le programme pluriannuel d'investissement du bénéficiaire,
- le contrat et ses annexes,
- le RIB du bénéficiaire.

Fait à Chaumont,

le

Pour le Département,  
le Président du Conseil départemental  
de la Haute-Marne,  
(signature et cachet)

Pour le bénéficiaire,  
le Président / Maire  
de XXXXXXXXXX,  
(signature et cachet)

**Nicolas LACROIX**

**XXXXXXXXXX**

## ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE (une annexe par projet)

### 1. Données identificatoires

- Maître d'ouvrage :
- Intitulé de l'opération :
- Localisation :
- Date de décision de l'organe délibérant :

### 2. Description du projet (environ 10 lignes)

### 3. Date prévisionnelle de réalisation

### 4. Montant estimatif du projet

4.1. montant total prévisionnel :

4.2. montant retenu :

### 5. Plan de financement prévisionnel

Partenaire	Taux	Montant	Aide demandée / confirmée (à préciser)
Conseil départemental			
Région			
État			
GIP Haute-Marne			
Europe			
Autre (à préciser)			
Fonds propres			
<b>TOTAL</b>			